



**CÉAS de la Mayenne**  
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère  
53000 Laval  
Tél. 02 43 66 94 34  
Mél. ceas53@orange.fr  
Site Internet : www.ceas53.org

**CÉAS-point-com**

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par  
messagerie électronique aux seuls  
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :  
Claude Guioullier,  
Nathalie Houdayer.

Vendredi 10 avril 2015

N° 598



## Économie

### L'État contrôle directement 88 sociétés

Dans son n° 1541 d'avril 2015, *Insee Première* consacre ses quatre pages aux sociétés, en 2013, qui sont sous le contrôle direct de l'État : elles sont 88, voire un peu plus de 1 400 si l'on compte les filiales. L'État emploie ainsi plus de 800 000 salariés.

En trente ans, explique l'Insee, après plusieurs vagues de privatisations, le nombre de sociétés contrôlées majoritairement par l'État est passé de 3 500 à 1 500 ; les effectifs salariés, de 2 350 000 à 800 000.

Le secteur tertiaire concentre les quatre cinquièmes des effectifs des sociétés que contrôle l'État. Le secteur des transports et de l'entreposage emploie 494 000 salariés, notamment dans les groupes La Poste, SNCF et, dans une moindre mesure, à la RATP. Loin derrière, les secteurs des activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien emploient 59 000 salariés. Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) est ici le principal employeur.

Avec 23 800 salariés, le secteur de l'information et de la communication représente 3 % des salariés des sociétés tertiaires contrôlées par l'État (notamment France Télévisions). Les activités financières et d'assurance emploient des effectifs similaires avec notamment la Banque de France.

Les sociétés contrôlées par l'État sont maintenant peu présentes dans l'industrie, sinon avec le groupe EDF, DCNS Group (matériel de transport), l'Imprimerie nationale, la Monnaie de Paris... et dans l'agriculture, les 9 200 emplois concernent essentiellement l'Office national des forêts (ONF).

L'État est également présent de façon minoritaire dans le capital d'environ 600 autres sociétés, par exemple GDF-Suez (37 %), Thalès (27 %), Renault (15 %), Orange (13 %)...



## Intercommunalité

### Un projet de réforme à réformer ?

Dans un « manifeste » du 7 avril 2015, l'association Villes de France, qui rassemble les villes et les agglomérations de taille moyenne, a réagi contre certaines dispositions du projet de loi sur la Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

L'association s'oppose en particulier au projet du Gouvernement de regrouper les intercommunalités pour qu'elles puissent atteindre un seuil de 20 000 habitants. On est loin ici, selon l'association Villes de France, des territoires de projet pour lesquels l'intercommunalité devait répondre à un objectif d'efficience, mais aussi de solidarité de l'action locale.

L'association rejette également le principe d'une élection au suffrage universel direct de l'ensemble des assemblées communautaires. « Il est clair, précise le manifeste, que l'on irait vers la "supra-communalité", et indirectement vers la suppression de la commune, selon des modalités encore inconnues et surtout non débattues ».

Dans ses revendications, l'association Villes de France demande à ce que « le maire de la ville-centre siège de droit avec une voix délibérative au bureau communautaire ». Elle sollicite, par ailleurs, une meilleure prise en compte des charges de centralité pesant sur les villes-centre, « plus sollicitées que les communes périphériques dans l'intercommunalité » et accueillant pour la plupart une population plus pauvre.



## Dernières publications

### Actualité

« [Une Marine Le Pen au ton naturel](#) »

[Publications](#) > [CÉASsement vôtre !](#)

« [Le " sacrifice " de Jean-Marie Le Pen](#) »

[Publications](#) > [CÉASsement vôtre !](#)

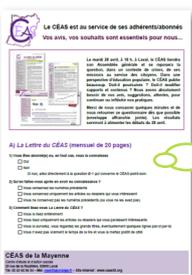
### Archives

« [Presse écrite versus chaîne d'info continue. La pro-  
tate du président révèle des tensions](#) »

[Société](#) > [Médias et communication](#)

« [Information des lecteurs versus manipulation des  
électeurs. Les synthèses sur l'intégration révèlent le  
" projet " des journaux](#) »

[Société](#) > [Médias et communication](#)



N'oubliez pas de  
compléter l'enquête et  
la retourner au CÉAS.  
Merci !

## Statistiques de fréquentation

### Double record en mars 2015 : nombre de sessions et d'utilisateurs

En mars 2015, avec 997 sessions <sup>(1)</sup> et 578 utilisateurs <sup>(2)</sup>, le site Internet du CÉAS ([www.ceas53.org](http://www.ceas53.org)) a battu deux records. Les précédents remontaient à janvier 2015 (856 sessions et 534 utilisateurs).

Les documents les plus téléchargés :

<a href="#">La loi ne peut pas tout régler : aide à la toilette et toilette médicalisée</a>	225 fois
<a href="#">Place des retraités et personnes âgées dans la société</a>	211
<a href="#">L'absence de candidat à la présidence</a>	129
<a href="#">Film <i>Mississippi Burning</i></a>	115
<a href="#">Ehpad : la famille, sa place, si le résident le souhaite</a>	101
<a href="#">Tétraplégique incomplet : Grand Corps Malade publie <i>Patients</i></a>	88
<a href="#">Familles maghrébines de France : les mutations des rôles familiaux</a>	81
<a href="#">Film <i>Tatie Danielle</i></a>	77

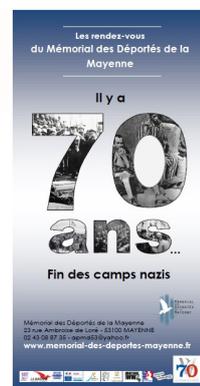


## À vos agendas

Du 26 avril au 20 septembre, à Mayenne  
**De l'enfer à la liberté**

Du 26 avril au 20 septembre 2015, au Mémorial des déportés de la Mayenne, 23 rue Ambroise-de-Loré, à Mayenne, exposition sur la fin des camps nazis et le retour des déportés mayennais. Intitulée « De l'enfer à la liberté », cette exposition est composée d'une dizaine de panneaux et est accompagnée d'objets d'époque inédits. Entrée payante.

D'autres rendez-vous sont programmés tout au long de l'année et répertoriés sur le [site Internet de l'association](#), rubrique « [Les événements](#) ».



« Usine à déshumaniser, la prison est aussi devenue machine à radicaliser. Les petits caïds côtoient les grands bandits, les esprits faibles les théoriciens du chaos. Les derniers attentats nous renvoient à notre échec. À ce refus de faire la lumière sur ce qui se passe à l'ombre ».

Philippe Lemoine, « Indignité totale » (commentaire), *Ouest-France* du 20 mars 2015.

(1) – Une session est la période pendant laquelle un utilisateur est actif sur le site.

(2) – Il s'agit des utilisateurs ayant interagi récemment sur le site. Cette statistique inclut à la fois les nouveaux utilisateurs et les utilisateurs ayant déjà consulté le site.